

Extrait du site UGTG.org

url :Ã http://ugtg.org/spip.php?article565

L'UGTG vue par : Le quotidien franÃ§ais "Le Monde"

- Revue du web - Des Ã©crits sur l'UGTG -

Date de parution : 29 novembre 1999

Date de mise en ligne : mercredi 3 septembre 2008

Mis Ã jour le : lundi 29 septembre 2008

UGTG.org

I - « Les organisations syndicales et politiques font monter la tension en Guadeloupe »

Article paru dans l'Édition du 02.05.89

[[-\] Lien vers cet article](#)

Les principales organisations syndicales et politiques de la Guadeloupe ont annoncé vendredi 28 avril, au cours d'une conférence de presse à Pointe-à-Pitre, un regain de tension dans l'archipel à compter du lundi 1er mai. Leur offensive mêle la défense de revendications sociales, la dénonciation de l'Europe de 1993 et la libération des "prisonniers politiques" qui attendent leur procès en métropole.

Pour la première fois depuis 1980, onze organisations se regrouperont derrière les mêmes banderoles à l'occasion du 1er mai, à l'appel notamment de l'Union générale des travailleurs guadeloupéens (UGTG), de la Confédération générale des travailleurs guadeloupéens (CGTG), du Mouvement d'action sociale et unifié (MASSU), du Parti communiste guadeloupéen (PCG) et de l'Union populaire pour la libération de la Guadeloupe (UPLG).

L'objectif de ces organisations regroupées autour du COGUASEP (Comité guadeloupéen de soutien aux prisonniers politiques) est de faire de la fête du travail un tremplin pour relancer la mobilisation en faveur de Luc Reinette et des autres militants indépendantistes emprisonnés qui font la grève de la faim depuis le dimanche 23 avril.

Pour les diverses organisations qui appellent à manifester, il convient d'augmenter la pression sur le gouvernement français à l'approche du procès des auteurs présumés des attentats de novembre et décembre 1986, qui doit se tenir à Paris à compter du 22 mai, date anniversaire de l'abolition de l'esclavage en 1848.

Mercredi 3 mai, un meeting est prévu devant la maison d'arrêt de Basse-Terre et le MASSU, qui n'a pas encore reçu l'appui sur ce point des autres organisations syndicales, parle même d'une grève générale à compter du 18 mai.

LEGER ANDRE

II - « Poussée revendicative dans l'île - Les conflits sociaux se multiplient en Guadeloupe »

Article paru dans l'Édition du 11.01.91

[[-\] Lien vers cet article](#)

La plupart des communes de la Guadeloupe sont privées d'eau potable depuis lundi 7 janvier à la suite d'une grève, la troisième depuis octobre, du personnel de la principale société de distribution d'eau de l'archipel. Cette grève, aussi spectaculaire qu'impopulaire, est l'un des nombreux petits conflits sociaux qui ont surgi durant ces dernières semaines et qui attestent d'une notable dégradation du climat social dans ce département.

Les quatre principales centrales syndicales locales se sont d'ailleurs réunies à ce sujet et ont publié dans la nuit du lundi 7 au mardi 8 janvier une "déclaration commune" appelant à une "action unie de l'ensemble des centrales syndicales pour faire échec à l'arrogance patronale". Ces quatre syndicats – la CGT-G, la CSTG (apparentée CFDT), l'UGTG et le MASU (indépendantiste) – n'ont pu, dans l'immédiat, parvenir cependant à lancer un mot d'ordre de grève générale comme l'espérait l'UGTG, qui avait pris l'initiative de cette réunion.

Le plus ancien et plus radical de ces conflits demeure incontestablement celui de la SOGEA, principal distributeur local d'eau potable et filiale de la Compagnie générale des eaux, où les grévistes réclament l'application de la convention collective des distributeurs d'eau, en remplacement de celle du bâtiment. Lors de deux précédentes grèves, en octobre et novembre, environ 250 000 personnes avaient été privées d'eau potable. La revendication, formulée depuis 1986, représente une augmentation de 50 % de la masse salariale selon la direction, qui affirme avoir déjà consenti à son accroissement de 10 % pour 8 millions de francs.

Deuxième conflit, déjà ancien, celui des Etablissements Reynolds, un groupe antillais de grande distribution qui possède neuf super et hyper-marchés en Guadeloupe et qui y emploie près d'un millier de personnes.

Depuis le 17 décembre, les grévistes (environ 60 % du personnel) revendiquent des augmentations salariales, en s'appuyant notamment sur le parrainage d'un concurrent de la Route du Rhum, Claude Bistoquet ("Reynolds-Guadeloupe"), par leur employeur : "S'il y en a pour Bistoquet, il doit aussi y en avoir pour nous", clament des graffiti sur la façade d'un des super-marchés du groupe. La direction n'a accepté de participer à des négociations, ouvertes depuis seulement trois jours et sous l'égide d'un médiateur préfectoral, qu'après avoir obtenu un référé judiciaire et la présence de policiers permettant le libre accès à ses magasins.

Dans plusieurs communes, dont certaines ont un budget déjà déficitaire, une partie du personnel municipal – et notamment les employés des cantines scolaires – sont en grève, parfois depuis quinze jours, pour obtenir augmentations de salaires et titularisations. A EDF, une section syndicale locale a utilisé "toutes les formes d'action" pour obtenir sa reconnaissance par la direction.

Cette poussée revendicative, largement prévisible, intervient alors que le préfet, M. Jean-Claude Proust, cherche depuis deux mois pour un dialogue social, qu'il estime bloqué. A cela s'ajoute la grogne des planteurs de bananes qui protestent contre l'effondrement des cours sur le marché métropolitain à la suite des importantes importations en provenance du Cameroun constatées depuis un mois, en violation des quotas qui s'appliquaient jusqu'alors.

NEDELJKOVIC EDDY

III - «Après plusieurs semaines de conflits La guerre du Golfe a eu raison de la fièvre sociale en Guadeloupe»

Article paru dans l'édition du 29.01.91

[[-\] Lien vers cet article](#)

La guerre du Golfe a finalement eu raison de la fièvre sociale qui a agité la Guadeloupe ces dernières semaines. Les conflits s'étaient multipliés récemment dans plusieurs secteurs et, un temps, une grève générale avait même été envisagée par les quatre principales centrales syndicales locales. La crise puis la guerre ont mis fin

À cette agitation. Dernier exemple en date : la reprise du travail, le mardi 22 janvier, à la SOGEA, principal distributeur d'eau potable en Guadeloupe, après la signature d'un " accord d'entreprise " mettant un terme à neuf jours de conflit, dont quatre avec arrêt total du service.

POINTE-A-PITRE de nos envoyés spéciaux

Les premiers signes de la " crise " sociale sont apparus à la veille de l'expiration de l'ultimatum des Nations unies, lorsque les rayons des supermarchés et des épiceries ont été vidés de leurs stocks de sel, de sucre et de produits alimentaires de base. " Avec la guerre, affirmait-on ici ou là, c'est chacun pour soi, comme lorsqu'il y a un cyclone qui s'annonce. " Et tandis que les Guadeloupéens commençaient de rentrer dans leur coquille, directions et syndicats ont brusquement retrouvé le chemin d'un dialogue jusque-là impossible dans les deux conflits majeurs qui secouaient l'archipel depuis la fin de l'année : ceux des Etablissements Reynoard, le principal groupe antillais de grande distribution, et de la SOGEA (Le Monde du 11 janvier) .

Si la guerre du Golfe a, pour un temps, étouffé ce regain de tension sociale, il n'en demeure pas moins que l'" état de grâce " dans lequel vivait la Guadeloupe depuis le passage dévastateur du cyclone Hugo, le 16 septembre 1989, est bel et bien terminé.

Les lendemains du cyclone

Le choc psychologique lié à l'ampleur des dégâts provoqués par la catastrophe, l'impérieuse nécessité de reconstruire, avaient, reconnu-t-on à la préfecture, suscité un " climat de calme exceptionnel en Guadeloupe ", et tous les acteurs locaux se félicitaient volontiers de " l'état d'esprit nouveau, propice aux changements " qui se faisait jour dans l'archipel. Ainsi, dans les entreprises, les syndicats avaient-ils spontanément mis sous le coude leurs cahiers de revendications. " Nous avons décidé une trêve quasi unilatérale après Hugo ", confirme M. Rosan Mounien, secrétaire général de l'Union générale des travailleurs de Guadeloupe (UGTG, indépendantiste).

Un an après le passage du cyclone, cet énorme coup de collier collectif a porté ses fruits. D'autant que la métropole s'est, une fois encore, montrée généreuse, pour régler la lourde note de la catastrophe. Les dégâts se sont élevés à 4 milliards de francs ; 2 milliards de francs de crédits exceptionnels et de 1,7 milliard de francs d'indemnisation de la part des assurances ont été injectés dans l'économie de l'archipel, sans compter les 400 millions de francs versés au titre du RMI et les 500 millions de francs de travaux réalisés par EDF.

Localement, le secteur du bâtiment est aujourd'hui saturé avec les travaux liés à la reconstruction des bâtiments endommagés par Hugo et le lancement de l'ambitieux programme public d'habitat social. La manne touristique est revenue à son plus haut niveau, tandis que les fêtes rurales se multiplient pour répondre aux besoins de la clientèle des charters. Le commerce n'est pas en reste non plus, bénéficiant, de surcroît, d'une augmentation de plus de 20 % de la TVA perçue sur les produits importés.

Impatience salariale

Mais si la reconstruction est allée bon train, les compensations salariales sont restées lettre morte dans de nombreuses entreprises, faute de dialogue entre les directions et les syndicats. Carence dont le président, M. Jean-Paul Proust, s'est souvent inquiété depuis le mois d'octobre, bien que l'Union patronale guadeloupéenne se soit déclarée satisfaite des relations entretenues " au sommet " avec les organisations syndicales. Face à l'impatience de moins en moins contenue des salariés, les syndicats ont donc eu beau jeu de dénoncer, comme

le fait M. Mounien, l'attitude " des chefs d'entreprise, toujours prêts à demander des subventions et jamais d'accord pour partager les profits ". Ou encore de s'insurger, à la manière de M. Ferdinand Quillin (FO), de ce que " le patronat mettait en avant le poids de charges sociales qu'il ne paie pas " pour refuser d'examiner les revendications des salariés.

Les employés du groupe Reynold ou ceux de la SOGEA, qui viennent d'obtenir satisfaction, ne font pourtant pas partie des plus défavorisés de l'archipel. Ainsi le personnel de la SOGEA bénéficie-t-il désormais de la convention collective inspirée de celle des distributeurs d'eau, qu'ils réclamaient depuis 1986, tandis que près de la moitié des effectifs (178 sur 384) se sont vus gratifier d'une augmentation de rémunération de 57,9 %, portant leur salaire net de 3 800 francs à 6 000 francs par mois. La grogne persiste, en revanche, dans plusieurs municipalités de l'archipel. A Capesterre (17 000 habitants), tous les services communaux, à l'exception de ceux de l'état civil, sont paralysés, depuis le 17 décembre, par une grève des agents qui réclament titularisation et revalorisation des salaires. Cette revendication rejaille depuis quelques mois dans plusieurs communes financièrement exsangues et pressées par la chambre régionale des comptes de faire preuve de rigueur dans la gestion de leurs frais de personnel qui représentent jusqu'à 60 % à 65 % du budget communal.

Embauchés en surnombre au gré des échéances électorales, les agents auxiliaires (il n'y a que 45 % de titulaires sur 380 agents à Capesterre) ne font souvent que le minimum d'heures légales (huit heures hebdomadaires) pour bénéficier d'une couverture sociale. Situation qui est brutalement apparue " déqualifiante " par rapport à celle des quelque 17 000 nouveaux allocataires du RMI.

La guerre du Golfe a bel et bien replongé la Guadeloupe dans le calme. Rien ne laisse à penser, toutefois, que les salariés se montreront aussi patients que durant la reconstruction. En particulier si le conflit s'éternise...

NEDELJKOVIC EDDY, DEVILLE-CHABROLLE VALERIE

IV - « Deux nouveaux syndicats sont reconnus par EDF et GDF »

Article paru dans l'édition du 20.11.97

[-] [Lien vers cet article](#)

LA VEILLE des élections des représentants du personnel chez EDF et GDF, prévues jeudi 20 novembre, la Commission supérieure nationale du personnel, instance qui traite de la réglementation dans les deux entreprises publiques, a décidé de reporter les scrutins prévus en Guadeloupe et à Montpellier au 18 décembre. Ce délai devrait permettre à l'UTE-UGTG (Union des travailleurs de l'énergie-Union générale des travailleurs de la Guadeloupe) de présenter une liste sur l'île et à SUD de le faire dans l'hérault. Si le premier a vocation à conserver une audience insulaire, le second cherchera désormais à se développer à EDF et GDF comme il l'a fait dans d'autres entreprises publiques, notamment France Télécom et la SNCF.

Cette décision a été prise à la suite d'un arrêt du Conseil d'Etat du 12 novembre donnant raison à une requête de l'UTE-UGTG. Ce syndicat contestait la légalité d'une circulaire de 1994 des directions d'EDF et de GDF fixant les règles relatives à la représentativité des élections de délégués de personnel. Selon cette circulaire ne pouvaient se présenter que « les organisations syndicales les plus représentatives au plan national ».

Le Conseil d'Etat considère que les dispositions contestées à ont méconnu le pluralisme syndical et portent atteinte tant aux droits syndicaux du personnel d'EDF et de GDF qu'au principe général relatif à la représentativité   ».

 « ENTACHÉ D'ILLÉGALITÉ   »

L'un des articles de cette circulaire des directeurs généraux d'EDF et de GDF à est entaché d'illégalité en tant qu'il réserve aux seules organisations syndicales les plus représentatives, qu'il énumère à le droit de se présenter aux élections organisées sur le plan national. Quant aux syndicats locaux, ils peuvent seulement à présenter des listes de candidats aux élections pour la désignation des représentants du personnel dans les commissions secondaires du personnel à ». Cet arrêt sévère a obligé les deux établissements publics à introduire dans leur réglementation une modification, qui entre en vigueur immédiatement dans deux unités. Jeudi 20 novembre, à l'exception de Montpellier et de la Guadeloupe, les cent quatre-vingt-six autres centres  liront leurs représentants aux comités mixtes à la production, l'équivalent des comités d'entreprise. Traditionnellement, ce scrutin ne révèle pas de grandes surprises, les écarts fluctuant autour de 2 % pour les cinq organisations CGT, CFDT, FO, CGC et CFTC.

Lors du dernier scrutin, le 24 novembre 1994, le syndicat majoritaire CGT a conforté sa position avec 54,48 % des suffrages contre 53,33 % en 1991. La position de la CFDT s'est légèrement érodée, passant de 25,14 % à 24,84 %. La position des trois autres syndicats est demeur e stable : FO représente 12,36 % des suffrages exprimés (contre 12,71 %), la CGC 5,41 % (contre 5,7 %) et la CFTC 3,14 % contre 3,12 %. La participation était élevée puisque 89 % des 148 000 salariés ont participé au vote.

DOMINIQUE GALLOIS

V -  « La Guadeloupe, ses barrages, sa décharge et ses plages à »

Article paru dans l'édition du 24.10.98

[[-](#)] [Lien vers cet article](#)

La Guadeloupe est en proie depuis quelques semaines à un regain d'agitation sociale qui handicape, comme jamais, la vie de ses 317 000 habitants et celle du million de visiteurs qui s'y rendent chaque année, principalement pendant la saison touristique qui débute en novembre. L' le est notamment soumise, depuis quinze jours, à une pénurie de carburant, conséquence du bras de fer que se livrent les gérants de stations-service toutes enseignes confondues et la compagnie Shell. De longues files d'automobiles se forment tous les jours, à proximité des pompes (le délai d'attente moyen s'est cependant réduit, en une semaine, de quatre heures à vingt minutes), et les insulaires n'ont pas de mots assez durs pour leurs élus, dont aucun ne s'est exprimé lors des derniers conflits sociaux 44 jours de grève des personnels du CHU de Pointe- -Pitre en juin et juillet, plus de 50 jours de grève des dockers du port de Pointe- -Pitre en août et septembre qui ont affecté sa vie de tous les jours.

Le quotidien en Guadeloupe, c'est aussi la grève à la décharge intercommunale qui dessert Pointe- -Pitre et les communes environnantes. Les ordures s'accumulent dans les rues, depuis douze jours, sans que personne ne s'en  meuve vraiment. Cette grève-là occulterait presque celle des personnels du syndicat indépendantiste UGTG de la cuisine centrale de Pointe- -Pitre, qui campent, depuis trois semaines, dans un square attendant à l'établissement. Depuis trois semaines, les parents des 4 000 élèves des écoles primaires de la ville doivent donc s'organiser pour récupérer leurs enfants à l'heure du déjeuner.

Cette grève a donné lieu, lundi 19 octobre, aux premiers incidents sérieux qui se soient produits en Guadeloupe depuis plusieurs années : une bagarre de rue a opposé, à coups de manches de pioche, militants de l'UGTG et partisans de la municipalité PPDG (ex-communistes) de Pointe-à-Pitre. Cette situation a conduit l'auditrice d'une radio à suggérer un nouveau slogan pour promouvoir la Guadeloupe auprès des touristes : « La Guadeloupe, ses barrages, sa décoration et ses plages. »

EDDY NEDELJKOVIC

VI - « VOYAGE AUX COLONIES D'AMÉRIQUE (II) : L'indépendance, et après ? »

Article paru dans l'édition du 03.07.99

[-] [Lien vers cet article](#)

La départementalisation de la Martinique, de la Guadeloupe et de la Guyane, en 1946, n'a pas provoqué l'essor économique espéré. Les illusions de l'assimilation et le chômage endémique ont relancé le vote indépendantiste. Mais la crainte de perdre un relatif bien-être incite les nationalistes à s'inspirer du statut de la Nouvelle-Calédonie

UAND on demande à Jos Toribio, maire socialiste du Lamentin (Guadeloupe), ce qu'il pense de l'indépendance, il n'a aucune hésitation : « L'indépendance, c'est un budget avec des recettes et des dépenses équilibrées, sans recours à l'emprunt. » Quand on demande à Alfred Marie-Jeanne, leader indépendantiste, élu en 1998 à la présidence du conseil régional de la Martinique, quelles sont les premières mesures que prendrait un gouvernement souverain, il lève les bras au ciel, secoue la tête et proteste, véhément : « Vous allez trop vite en besogne ! Il faut d'abord éduquer le peuple, l'informer, le mobiliser. La Martinique en est au stade de l'enlèvement mortifère. » Moins mélodramatique, ce Chinois de Cayenne rappelle : « Si nous avons quitté la Chine, c'était pour fuir le communisme. Pour sauvegarder un minimum de stabilité, la Guyane doit rester française. L'indépendance, on sait ce que c'est. On a vu le Surinam. On a vu Haïti. » Tristes tropiques ?

Un demi-siècle après la sortie officielle du système colonial et la création, en 1946, des départements d'outre-mer (DOM), le bilan, pour les Antilles et la Guyane, n'est guère enthousiasmant. Economies sous perfusion, chômage endémique frôlant les 30 %, jeunesse rongée par le crack, et ce rêve sans cesse repoussé d'une indépendance conquise sur la France, à l'instar de ce qu'ont osé les pays voisins de la Caraïbe ex-britannique et de l'Amérique du Sud. La situation de la Guadeloupe « se résume à un chiffre : les exportations représentent 3 % à 5 % de la valeur des importations », insiste le jeune écrivain du Lamentin. Même chose, grosso modo, à Fort-de-France et à Cayenne, où l'on se lamente pareillement du statut de « colonie de consommation » imposé par Paris au profit des sociétés de la « métropole ». On se lamente, mais rien ne bouge. « Le RMiste préfère rêver à la dernière BMW plutôt que de monter au maquis ! » résume, amer, Jean-Paul Césaire, fils du poète, et qui dirige, depuis l'automne, le nouveau centre culturel de Fort-de-France, l'Atrium.

Comme la morue sèche et le haricot rouge, ces piliers du « manger local », l'igname consommée aux Antilles est (presque totalement) importée. En l'occurrence, du Loir-et-Cher. Moins goûteux que celui cultivé sur place, l'igname industriel en provenance de l'Hexagone ne coûte que 9 francs le kilo - contre 22 francs pour le local. Comparé aux autres pays de la Caraïbe, tout est cher aux Antilles - y compris les salaires. Propriétaire d'un luxueux hôtel à Saint-François, à l'est de Grande-Terre (Guadeloupe), cet homme d'affaires fait ses comptes à haute voix : « Chez moi, une plongeuse gagne à peu près 8 000 francs par mois. Pour le même travail, à Levis, elle touchera 600 francs. A Saint-Domingue, elle n'aura pas plus de 400 francs. Et à Cuba elle devra se

contenter de 200 francs par mois. Dans ces conditions, comment voulez-vous qu'on soit complicitifs ? »

A l'inverse, aux Antilles, les travaux mal payés ne trouvent guère preneur parmi les autochtones. Les étrangers, clandestins de préférence, ont la priorité. En Guadeloupe, ce sont souvent des Haïtiens, chichement rattachés et rarement déclarés, que l'on embauche pour le ramassage de la canne à sucre ou de la banane. « Ici, en Guyane, la crevette est plus chère que celle du Brésil ou du Surinam », renchérit Louis Bierge, conseiller général RPR et directeur d'école à Cayenne. « Tout en étant dans le Sud, on fait partie du Nord », résume-t-il joliment. « Nous vivons un grand paradoxe. Au moment où chacun réalise à quel point le projet indépendantiste est vide, l'lectorat se mobilise », note l'enseignant martiniquais Fred Constant, professeur de sciences politiques au Centre de recherche sur les pouvoirs locaux dans la Caraïbe. « Une fois élus, les indépendantistes font comme les autres. Il y a beaucoup d'effets d'annonce, mais, au final, aucun changement de cap », estime-t-il.

Selon lui, les programmes que l'équipe d'Alfred Marie-Jeanne a votés étaient déjà « à 90 % sur les rails » quand le leader du Mouvement indépendantiste martiniquais (MIM) a pris la tête de la région. « Le fait que Marie-Jeanne travaille en bonne entente avec la droite lui a, jusqu'à présent, plutôt bien réussi », remarque, non sans malice, l'universitaire Gilbert Pago, agrégé d'histoire et dirigeant du Groupe révolution socialiste (GRS) de Martinique. « Loin de déplaire, cette bonne entente est même bien vue de la population », précise-t-il.

Dans les rangs de l'extrême gauche, favorable à l'indépendance, la prudence n'en est pas moins de mise. « Si l'expérience de Marie-Jeanne est un échec, tout le mouvement indépendantiste va en pâtir, prévient M. Pago. On risque d'être non responsables - et coupables ! » « Presque aussi important », assure Fred Constant, que l'élection de M. Marie-Jeanne en Martinique, le « retournement », en Guadeloupe, d'un ancien compagnon du mouvement indépendantiste, Jean Laguerre, passé avec urnes et bagages dans le camp de Lucette Michaux-Chevry, ancienne ministre de Jacques Chirac, figure de proue du RPR et présidente du conseil général, a pris de court plus d'un observateur. Gaby Clavier, lui, n'a pas été surpris. Récemment élu à la tête de l'Union générale des travailleurs de Guadeloupe (UGTG), le jeune patron du syndicat indépendantiste reconnaît volontiers les qualités de Mme Michaux-Chevry - « le plus grand homme politique de la Guadeloupe », dit-il avec sérieux. « Elle qui était, jusque-là, l'ennemie des indépendantistes, elle a su les mettre dans sa poche », ajoute-t-il, avec une pointe d'admiration. Le secret de la « Dame de fer des Antilles », comme certains la surnomment ? « Elle a une bonne équipe ; ce sont des gens solides. Elle a su les mobiliser au nom de la Guadeloupe », explique, fair-play, le secrétaire général de l'UGTG.

C'EST, précisément, au nom de la Guadeloupe, que certains caressent le projet de créer, entre Basse-Terre et Pointe-à-Pitre, un nouveau club de réflexion. Ce club, dont la rumeur affirme qu'il sera baptisé « Ignace Solitude » (du nom de deux héros de l'époque esclavagiste), aurait pour objectif de conforter le consensus, qui se dessine timidement en coulisse, entre les différents acteurs de la scène locale - milieux d'affaires, monde syndical ou politique. « Le discours nationaliste, patriotique, commence à émerger », se félicite M. Clavier. Mais que l'UGTG - « principale force organisée face à la politique assimilationniste » - se batte en même temps pour la « patrie », l'« indépendance » et la « défense des salariés », n'est-ce pas prendre le risque de trop charger la barque ? Le patron de l'UGTG ne le pense pas. Selon lui, le rôle du syndicat ne doit pas se limiter à lutter pour l'application du code du travail et à dénoncer les licenciements. Le vide politique laissé par ce que M. Clavier n'hésite pas à qualifier de « capitulation » des partis indépendantistes doit être comblé. Et il y a urgence, insiste-t-il, au regard des « menaces » que le « capital européen » fait peser sur le « capital guadeloupéen », lesquels seraient désormais en concurrence directe.

S'annonçant de cet élan nouveau et consensuel - et du « régionalisme exacerbé » qui l'accompagne -, l'équipe de la revue Dérades, animée par Daniel Maragnès et Dany Ducosson, met les pieds dans le plat. «

Les Guadeloupéens, devenus gestionnaires, ne seraient-ils pas en mesure de faire accepter ce que le pouvoir français ne saurait proposer : la baisse des salaires et la diminution de la protection sociale ? À », lit-on dans le numéro 3 de Dérades, paru en juin. « Pour les Antilles, poursuit la revue, la situation est paradoxale : "libération" et mieux-être apparaissent comme antinomiques, la libération suppose le sacrifice d'un relatif bien-être. Peut-on fonder la libération sur, outre l'amnésie, la désespérance ? Est-il cependant si sûr que cette option serait refusée par tous les syndicats ? s'interrogent encore les auteurs. Certains, ceux-là mêmes qui luttent farouchement pour l'application du droit français, ne sont-ils pas capables de changer de cap, de virer à droite, se chargeant de mettre les Guadeloupéens au travail ? Un consensus flou, sur une vague idée de nation, pourrait alors permettre, en niant toutes les contradictions, de "faire masse" et de faire rentrer tout le monde dans le nouvel ordre. »

A Pointe-à-Pitre, comme à Cayenne et à Fort-de-France, la référence à la Nouvelle-Calédonie est devenue un leitmotiv du discours politique. A l'instar de nombreux militants, les syndicalistes de l'UGTG jugent « très positifs » les accords récemment conclus, et, en particulier, indique M. Clavier, « la clause sur la "préférence nationale", accordée aux Canaques, dans le cadre du dispositif de rattrapage ». En Guyane, l'indépendantiste Maurice Pindard, chef de file du Mouvement pour la décolonisation et l'émancipation sociale (MDES), se réjouit également de l'« avancée » calédonienne.

L'expérience de la Guyane, où la majorité des élus des conseils régional et général - RPR, socialistes et indépendantistes c'est-à-dire - ont adopté, le 27 février, un projet de « pacte de développement », participe à l'évidence de cette nouvelle vague consensuelle. L'appartenance des Guyanais à la France « est devenue une des dimensions de leur identité », soulignent les signataires du texte. « Les communautés amérindienne, bushinengé, créole et de récente immigration constituent la société guyanaise dans sa volonté de construire un avenir collectif », insiste-t-on. Sous quelle forme ? Sur ce point, le pacte de Cayenne reste flou.

FEU de paille ou vrai tournant ? « Nos pères, Césaire, Monnerville, avaient fait le choix de l'intégration. A l'époque, on pensait tout résoudre : l'économique, le politique, l'identitaire, rappelle l'historien Serge Mam-Lam-Fouck. C'était une solution totale, comme le communisme ou l'islamisme. » Aujourd'hui, l'échec est patent. Non seulement « le développement n'est pas au rendez-vous », mais, pire peut-être, « le fait colonial, qui continue de peser sur nos sociétés, ne nous a pas donné les moyens de prendre en charge notre destin. Il s'y est même opposé. »

Ce constat désenchanté, qu'on entend à droite comme à gauche, marquerait-il la fin d'un cycle ? A l'instar de son confrère guyanais, le Martiniquais Gilbert Pago en est convaincu. « Le discours de l'assimilation est aujourd'hui épuisé », explique-t-il. Le pacte de Cayenne en est peut-être un signe, comme les efforts consensuels qui s'esquissent en Guadeloupe, où, pour la première fois, le Parti communiste guadeloupéen avait rejoint dix autres groupes indépendantistes antillo-guyanais, les 24 et 25 avril, à Pointe-à-Pitre, pour appeler à un boycottage des élections européennes.

Le « malentendu » qui s'est progressivement installé entre « la généralisation des Victor Sablié, des Emile Maurice, des Paul Symphor » et les « nouvelles généralisations militantes » n'a cessé de se creuser, souligne M. Pago. La départementalisation de 1946, pas plus que la régionalisation de 1982 n'ont tenu leurs promesses. « Aimé Césaire n'a fait que des orphelins : il nous a laissés au milieu du gué », soupire le gaulliste Pierre Petit, maire RPR de Morne-Rouge, dans le nord de la Martinique. « Il y a eu ce cri césairien, ce cri noir, le cri de l'identité, jette-t-il. Et les gens sont restés accrochés à ce cri, incapables d'aller plus loin... »

L'indépendance, et après ? « Il ne faut pas s'attendre à une révolution, au sens positif du terme », estime le syndicaliste Alex Lollia. Militant du Front d'action des salariés unis de la Guadeloupe (FASUG), M. Lollia ne cache

pas son inquiétude devant le risque de « dérivées xénophobes » et de « pratiques macoutes ». La montée du chômage, l'impuissance des partis et des élus locaux, ajoutées à l'aggravation des « frustrations identitaires », selon l'expression de M. Mam-Lam-Fouck, tout cela, au fil des mois, pourrait bien déclencher de nouvelles « explosions de violence ». L'épuisement du discours assimilationniste, la fin du rêve autonomiste - tombé avec le mur de Berlin -, le coup d'arrêt, enfin, porté à la revendication indépendantiste font, qu'au bout du compte, il n'y a plus aucun projet affichable », analyse M. Lollia, Le noeud de la crise est là, assure-t-il, exprimant un désarroi largement partagé : « On sent bien qu'on ne peut plus continuer, mais on ne voit pas d'alternative. Le colonialisme, sous ses formes modernes, est usé jusqu'à la corde. Mais personne, au fond, ne veut le faire mourir - parce que tout le monde y trouve son compte. »

CATHERINE SIMON

VII - « Affrontements entre policiers et indépendantistes en Guadeloupe »

Article paru dans l'édition du 25.09.99

[[-\] Lien vers cet article](#)

PLUSIEURS VOITURES ont été incendiées, jeudi 23 septembre dans l'après-midi à Pointe-à-Pitre (Guadeloupe), à la suite d'affrontements entre manifestants et forces de l'ordre qui ont suivi l'interpellation et le placement en garde à vue, pour quelques heures, du secrétaire général de la centrale syndicale indépendantiste UGTG, Gaby Clavier. L'interpellation a eu lieu alors que M. Clavier, accompagné de militants syndicaux, venait d'envahir le parc d'un concessionnaire automobile pour apporter son soutien à un salarié licencié. La veille, un autre responsable syndical de l'UGTG, soupçonné d'avoir agressé des policiers, dans le cadre de ce conflit, avait fait l'objet d'un placement sous mandat de dépôt. Le nouveau préfet de Guadeloupe, Jean-François Carenco, a souligné, jeudi soir, que « le dialogue doit encore s'approfondir ». Mais il a ajouté que « la Guadeloupe a droit à l'ordre public et il y a un certain nombre de gens qui ne veulent pas le comprendre, mais ces débordements ne peuvent pas être acceptés ».

VIII - « Barricades, pillages et affrontements entre jeunes et policiers à Pointe-à-Pitre »

Article paru dans l'édition du 26.09.99

[[-\] Lien vers cet article](#)

Cette flambée de violence en Guadeloupe intervient après l'arrestation d'un responsable syndical

La Guadeloupe a de nouveau connu, jeudi 23 et vendredi 24 septembre, puis durant la nuit de vendredi à samedi, une des poussées de violence sociale dont elle est coutumière. Des dizaines de barricades ont été érigées à Pointe-à-Pitre, où des magasins à la mode et des bijouteries ont été attaqués par des bandes de jeunes et pillés, dans la nuit de vendredi à samedi, comme d'habitude, la veille. Les forces de l'ordre, qui ont fait usage durant deux nuits consécutives de très nombreuses grenades lacrymogènes, ont essuyé cocktails Molotov et coups de feu, qui ont fait plusieurs blessés dans leurs rangs.

La grève de la faim conduite par un salarié licencié pour obtenir sa réintégration dans les ateliers du

concessionnaire local des automobiles Peugeot, Auto-Guadeloupe, a constitué le prétexte de cette brusque flambée de violence. L'intransigeance d'une direction d'entreprise s'agissait de son bon droit et le discours à l'emporte-pièce du secrétaire général, Gaby Clavier, et des dirigeants de la centrale syndicale indépendantiste l'Union générale des travailleurs de Guadeloupe (UGTG), jusqu'alors assurés d'une quasi-impunité judiciaire, ont fait le reste.

AFFICHES ET GRAFFITI

Seul mouvement indépendantiste qui ne soit pas réduit à un groupuscule, l'UGTG s'attache à préserver une hégémonie que conteste le regain d'activisme des amis de Luc Reinette, ancien chef de l'ex-Alliance révolutionnaire caraïbe (ARC), qui revendiquait les attentats à l'explosif des années 80. Ces derniers multiplient, depuis quelques semaines, affiches à connotation raciale (« Woy, Blanc karibak, p...-la envahi » : « Attention, les Blancs débarquent, le pays est envahi ») et graffiti d'avertissement (« Français : ici, vous n'êtes pas chez vous »). L'ombre de cette lutte d'influence qui se dessine en arrière-plan avait conduit M. Clavier et l'UGTG à tenter de s'imposer comme l'interlocuteur unique de « l'Etat colonial » lorsqu'ils avaient souhaité, en juillet, négocier qu'avec le préfet lors d'une grève des fonctionnaires municipaux de trois communes de l'agglomération de Pointe-à-Pitre ou quand ils lui ont demandé, cette semaine encore, d'assurer le rôle de médiateur dans le conflit opposant Auto-Guadeloupe à son salarié licencié.

Les dirigeants de l'UGTG, qui n'ignoraient pas que les jeunes problèmes des bidonvilles et cités-dortoirs entourant Pointe-à-Pitre avaient d'habitude avec une certaine société de consommation en profitant d'un contexte de manifestations dures et quotidiennes et de l'intervention consécutive des forces de l'ordre, ont fait monter la pression une vingtaine de jours durant, en transférant le lieu du dialogue de l'entreprise à la rue comme s'il s'agissait de montrer ainsi leur vocation d'interlocuteur incontournable.

L'arrestation, jeudi, et la condamnation, vendredi, à quatre mois de prison ferme, d'un responsable syndical de l'UGTG, Armand Toto, qui avait agressé deux policiers et menacé de mort un de leurs collègues, a donné lieu aux premières manifestations, jeudi. Leur violence s'est accrue après que M. Clavier ait été blessé, jeudi, en tentant, avec cinq autres militants, d'occuper le hall d'exposition du concessionnaire Peugeot, puis interpellé.

EDDY NEDELJKOVIC

IX.- D'opache : « GUADELOUPE : Pascal Sbastien a mis fin à la grève de la faim qu'il observait depuis le 31 août »

Article paru dans l'édition du 07.10.99

[[- Lien vers cet article](#)]

Pascal Sbastien a mis fin, lundi 4 octobre, à la grève de la faim qu'il observait depuis le 31 août, avec le soutien de la centrale syndicale indépendantiste UGTG, pour obtenir sa réintégration dans son entreprise automobile, Auto-Guadeloupe. La sentence arbitrale rendue samedi 2 octobre par deux directeurs adjoints de l'inspection du travail, désignés à la demande du préfet, a permis de mettre fin à ce conflit qui avait conduit à l'interpellation de deux syndicalistes, puis à des émeutes à Pointe-à-Pitre, les 23 et 24 septembre.

X - « Regain de tension aux Antilles à la veille de l'arrivée de M. Jospin »

Article paru dans l'édition du 27.10.99

[[-\] Lien vers cet article](#)

Le premier ministre effectue une visite de quatre jours à la Martinique et en Guadeloupe

L'agitation sociale a repris, lundi 25 octobre, aux Antilles, où le premier ministre, Lionel Jospin, doit se rendre pendant quatre jours, mercredi et jeudi à la Martinique, puis vendredi et samedi en Guadeloupe. Dans les deux îles, les producteurs bananiers, premier secteur d'activité dans les deux départements, se sont manifestés. Les 24 et 25 octobre, à la Martinique, ils ont occupé le fort Saint-Louis, à Fort-de-France, siège de l'état-major de la marine nationale aux Antilles. Lundi, en Guadeloupe, ils ont manifesté sur le port et dans les rues de Basse-Terre.

Les manifestants martiniquais, qui se sont rendus au fort Saint-Louis à l'initiative de la Fédération départementale des syndicats d'exploitants agricoles (FDSEA) et du Centre départemental des jeunes agriculteurs (CDJA), entendent y rester jusqu'à l'arrivée, mercredi soir, du premier ministre. Les producteurs de banane exigent de l'Etat le versement d'une « aide exceptionnelle au revenu », qu'ils chiffrent à 250 millions de francs (à la Martinique et 100 millions (15,24 millions d'euros) en Guadeloupe, et l'attribution de crédits de restructuration de leurs exploitations, pour compenser la baisse des cours de la banane antillaise sur le marché européen.

UN PLAN D'URGENCE

Sans attendre, le gouvernement a fait savoir, lundi, que le premier ministre annoncerait un plan d'urgence incluant « la mise en oeuvre d'un relais financier » en faveur des planteurs antillais.

Les planteurs martiniquais, ainsi que vingt-cinq maires de l'île - lesquels appellent à manifester le 30 octobre -, entendent aussi protester contre des modes d'action syndicale qui, selon les îles, « paralysent l'économie de la Martinique en bloquant systématiquement le port, l'aéroport et les axes routiers ».

A Fort-de-France, les accès à la plateforme portuaire étaient limités, depuis une semaine, par une intersyndicale constituée contre douze licenciements prévus dans une entreprise, le concessionnaire automobile Toyota, dont une partie des salariés est en grève depuis le mois de mai (Le Monde du 19 octobre). Des avancées ayant été obtenues par la médiation d'Antoine Lyon-Caen, professeur de droit social à l'université de Nanterre, le blocus du port a été provisoirement levé. Les deux syndicats de transporteurs ont toutefois décidé de barrer les principales routes, mardi, en signe de solidarité avec les salariés de Toyota.

En Guadeloupe, la journée de lundi a également été marquée par le déclenchement, à l'initiative du syndicat UGTG (indépendantiste) des personnels hospitaliers, d'une grève illimitée qui affecte l'ensemble des cliniques privées de l'île. Les personnels, qui bénéficient du soutien tacite de leurs employeurs, exigent que le plan de restructuration en cours de finalisation à l'Agence régionale d'hospitalisation n'inclue aucun licenciement. Le patronat des cliniques escompte, pour sa part, un abandon des 75 millions de francs de dettes qu'il a accumulés, au détriment notamment du fisc et de l'Urssaf.

Parallèlement, plusieurs organisations syndicales et politiques de la Guadeloupe ont appelé, lundi, à une grève

générale de quarante-huit heures et des manifestations, vendredi et samedi : deux syndicats, la CGT-G et l'UGTG, le PC guadeloupéen et plusieurs groupes indépendantistes, des sections locales de syndicats de l'éducation nationale, SUD-PTT et le Syndicat patronal des transporteurs interurbains de passagers - qui milite pour l'exclusion de son activité du champ d'application de la loi Sapin de prévention et de lutte contre la corruption - ont lancé un appel à la jeunesse, aux travailleurs, à la population, aux guadeloupéens », pour faire de la Guadeloupe une « île morte » lors de la visite de M. Jospin.

EDDY NEDELJKOVIC (A POINTE-A-PITRE) ET JEAN-MARC PARTY (A FORT-DE-FRANCE)

XI - Reportage : « En Guadeloupe, un volcan social qui fait le lit des indépendantistes »

Article paru dans l'édition du 29.10.99

[[-\] Lien vers cet article](#)

La centrale syndicale UGTG prospère dans un climat de confrontation

Vigilance : depuis 1992, le mot caractérise le niveau d'alerte qui figure dans le bilan mensuel de l'activité volcanique de la Soufrière. Nul besoin de bulletin d'alerte, en revanche, pour prévenir le préfet de Guadeloupe, Jean-François Carencu - dont la résidence, à Saint-Claude, est en contrebas du volcan - des risques inhérents à la situation économique et sociale du département : le représentant de l'Etat affiche une détermination qui est la mesure des troubles auxquels il a dû déjà être confronté depuis son arrivée, mi-août, et qui menacent de resurgir à tout moment.

Une flambée de violence avait suivi, les 23 et 24 septembre, à Pointe-à-Pitre, l'arrestation d'un responsable syndical de l'Union générale des travailleurs de Guadeloupe (UGTG), Armand Toto, qui avait agressé deux policiers et menacé de mort un de leurs collègues (Le Monde daté 26-27 septembre).

De nouveaux incidents ont eu lieu dans la nuit du mardi 26 au mercredi 27 octobre à Basse-Terre, après la décision de la cour d'appel de maintenir en détention M. Toto, qui avait été condamné en première instance à quatre mois de prison. Les manifestants, venus pour la plupart de Pointe-à-Pitre, ont tenté d'ériger des barricades en renversant et en incendiant des poubelles ; les vitrines d'au moins une vingtaine de magasins ont été brisées. Trois personnes ont été interpellées.

Les premiers pas du nouveau préfet sur un terrain miné - « la Guadeloupe n'est pas une société d'enfants de Marie », souligne-t-il - ont été salués par ceux qui, comme lui, veulent « que le droit du travail et la République fonctionnent correctement ». Deux paramètres qui, sur place, ne se conjuguent pas toujours d'eux-mêmes. Coïncide entre un patronat qui n'est « en tout cas pas en avance sur la métropole », et une UGTG qu'il qualifie de « groupe marxiste-léniniste » ayant « une visée indépendantiste révolutionnaire », M. Carencu, qui reconnaît que certaines décisions de justice en matière de droit du travail « ne sont pas appliquées », aura quelque difficulté à se frayer un chemin.

Dans un paysage économique et financier qui n'est pas des plus reluisants, l'UGTG prospère, et personne ne semble suffisamment armé pour faire contrepoids. Le contexte socio-économique est « un vivier pour les indépendantistes, qui vivent des difficultés du peuple », déplore Henri Berthelot, secrétaire général de la Centrale des travailleurs unis (CTU). Se disant « hostile » aux méthodes de l'UGTG - « on ne peut pas agiter un pays en permanence » -, M. Berthelot affirme que la centrale indépendantiste, « résulte d'une non-négociation collective », a été créée par le patronat, trop archaïque, et l'administration, qui ne

joue pas suffisamment son rôle ». « L'ÉTAT EST LOIN » Tout en soulignant que « les rapports entre les partenaires sociaux s'inscrivent, en Guadeloupe, dans le cadre d'une culture de la confrontation », le député (app. PC) Ernest Moutoussamy renvoie lui aussi dos à dos un patronat désireux de « laisser se détriorer la situation » et l'UGTG, « syndicat qui, compte tenu de son mot d'ordre indépendantiste, ne peut admettre comme objectif la paix sociale ». «

En face de l'UGTG, qui sait ce qu'elle veut et se bat pour cela, il n'y a pas de stratégie », déplore-t-il. « L'UGTG apparaît comme la seule capable d'obtenir des résultats », regrette également Victorin Lurel, conseiller général et régional PS, qui évoque « une impression d'impuissance », notant que « l'État n'est plus le médiateur » et que « l'Etat est loin ». « Konbala angajé », proclame le tract de l'UGTG. Au siège de Pointe-à-Pitre, Victor Faber, secrétaire général adjoint, justifie les méthodes employées par la centrale, qui « se donne les moyens d'être efficace », à l'inverse des « syndicats de collaboration » qui ont « accepté de capituler ». « On est un pays connu dans la douleur, dans la violence », rappelle pour sa part Raymond Gauthierot, également secrétaire général adjoint, qui interroge : « Que faire d'autre quand un patron bâk refuse de réintégrer un salarié après une décision de justice ? » Constatant qu'il y avait « un vide à combler » après l'échec des mouvements indépendantistes aux élections régionales, M. Faber affirme que le cadre dans lequel intervient l'UGTG est celui d'« une colonie de la France, où nous ne décidons de rien ».

« Un Etat colonial ? Ce sont des carabistouilles complètes ! », s'empare M. Carencu, qui souligne que « la Guadeloupe est très largement responsable de son destin », même s'il y a « encore du chemin à faire ». Quant aux décisions de justice qui ne seraient pas appliquées, le préfet invite l'UGTG à l'en informer directement, pour qu'il agisse en conséquence. « Le jour où j'interviendrai moins, c'est que la Guadeloupe sera devenue plus adulte », souligne le représentant de l'Etat.

JEAN-BAPTISTE DE MONTVALON

XII - Portrait : « A la tête de l'UGTG, Gaby Clavier un syndicaliste de tous les conflits »

Article paru dans l'édition du 31.10.99

[[-\] Lien vers cet article](#)

Educateur au CHU de Pointe-à-Pitre et partisan de l'indépendance

En regard d'une fixité sceptique qu'accentuent des lunettes rectangulaires, la taille petite, tout en muscles, et le geste lent dissimulant mal une vivacité physique contenue : Gaby Clavier, quarante-quatre ans, dirige depuis 1993 l'Union générale des travailleurs de la Guadeloupe (UGTG), la centrale syndicale indépendantiste qui tient le haut du pavé dans l'île.

La centrale de M. Clavier est de tous les conflits sociaux. Ceux-ci commencent toujours par un blocage total de l'entreprise. L'UGTG ne négocie que sous la pression en y incluant la dimension antillaise de l'éternité du temps. Quand l'accord est trouvé, elle pose alors l'ultime revendication, le paiement des jours de grève sans lequel la grève, déjà illimitée, se poursuit encore. Et l'UGTG va ainsi de succès en succès, accueillant dans ses rangs des salariés qui s'affirment, en privé, violemment anti-indépendantistes.

Educateur spécialisé au CHU de Pointe-à-Pitre, Gaby Clavier se rappelle, qu'à ses débuts, le patronat le qualifiait de « bouledogue », mais il considère avoir appris à moduler. Un point de vue qui n'est évidemment

pas partagé dans des milieux patronaux où le paternalisme antillais ancienne manière tient bien souvent lieu de dialogue social. « Il est très habile, il a une stratégie et ne change jamais ses méthodes : quand on lui parle des exactions de ses troupes, il répond que ce n'est pas possible, qu'il va voir et arranger ça, mais en fait il les suscite et laisse faire », affirme un chef d'entreprise pourtant considéré comme « moderniste ». Après la dernière flambée de violence à Pointe-à-Pitre (Le Monde daté 26-27 septembre), Gaby Clavier avait estimé que les « meutriers-pillards » étaient « des jeunes laissés pour compte de la société de consommation qui ont fait leurs courses ».

L'UGTG, qui se réclame du « camp patriotique de la lutte pour l'indépendance nationale et de l'option de la lutte des classes », revendique 4 000 adhérents et la majorité des juges salariés aux Conseils de prud'hommes. Elle s'est dotée en décembre d'un drapeau, aujourd'hui le seul oriflamme indépendantiste, et d'un slogan qui affirme sa volonté de « détotyiser » (redresser) la Guadeloupe.

EDDY NEDELJKOVIC

XIII - Opinions : « Antilles-Guyane : intégration sans assimilation »

Article paru dans l'édition du 11.11.99

[-] [Lien vers cet article](#)

LA crise que traversent les trois départements français d'Amérique est-elle seulement de nature économique et sociale ? Il est vrai que la quasi-disparition du système productif traditionnel hérité du passé colonial, jointe à la crise générale que subit l'économie française sinon l'économie mondiale, n'a pu que fragiliser des économies locales déjà branlantes et renforcer un chômage structurel depuis des décennies.

Les Antilles-Guyane vivent surtout de transferts publics, du commerce et du tourisme. Economie sous perfusion, dira-t-on. Mais cette situation de crise économique permanente n'a jamais trouvé, jusqu'ici, de solutions pertinentes. A cela doit s'ajouter une crise sociale persistante qui se manifeste principalement par des conflits sociaux longs, répétés, voire même violents.

Paradoxalement, si importante que soit cette grave crise économique et sociale, il ne nous semble pas qu'elle soit déterminante en dernière instance, et ne proposer que des mesures relatives à cet ordre laisserait le gouvernement démuné face au malaise profond que vivent nos sociétés d'outre-mer. Il est significatif que les luttes syndicales les plus radicales et les plus persistantes ces dernières années, celles menées par l'UGTG notamment (Union générale des travailleurs de la Guadeloupe), si elles visent, par leurs revendications même, des droits et avantages requérant encore plus d'assimilation à la France, le font pourtant avec des méthodes et selon une idéologie remettant en cause le statut départemental. Ainsi, lors des dernières grèves, ont été attaquées des cibles symbolisant l'Etat ou le service public. On eût dit que la stratégie de l'UGTG vise à délégitimer les institutions publiques elles-mêmes (la justice, la police, l'autorité préfectorale et les représentants élus du peuple).

A cela vient s'ajouter, de la part de certains groupes indépendantistes, un discours xénophobe virulent, frisant le racisme tout simplement et exprimé dans des graffitis comme celui-ci : « Les Blancs dehors. » Enfin, tout se passe comme si les partis traditionnels, toutes tendances confondues, étaient paralysés face à la montée de la violence revendicative et comme si l'Etat lui-même était prêt à fermer les yeux devant les diverses transgressions de la loi, pour ne pas faire de vagues. Une telle situation est intenable. Elle signifie que la crise que

nous traversons est essentiellement une crise de l'identité politique et culturelle, quoique doublée du marasme économique et social. Les Antillo-Guyanais sont, dans leur immense majorité, attachés à leur statut de citoyens français. Mais cette citoyenneté est vécue de façon purement utilitariste. Effacement de la raison pratique au seul profit de la raison instrumentale ! Cela consiste à obtenir tous les avantages que confère l'appartenance à la République sans en assumer les devoirs.

D'où la tendance constante, toutes catégories sociales confondues, à ruser avec la loi comme si celle-ci n'avait aucune valeur transcendante. Ce qui bien sûr dérouta les juges, métropolitains pour la majorité d'entre eux. C'est comme si les notions de bien public, d'espace public, n'avaient aucun sens dans nos régions. Il est clair qu'il s'agit d'un grave déficit civique et politique qui n'est rien d'autre que l'expression d'un divorce ou d'un mariage mal assumé entre identité politique et identité culturelle. Comment y remédier ?

Cinquante-trois ans de départementalisation ont fait de nous des peuples irresponsables. Il est évident que le statut départemental arrive à son essoufflement. Or les populations d'outre-mer ne veulent pas de l'indépendance tout en maintenant une certaine forme d'exigence d'identité culturelle. Les deux solutions qui, pour tout républicain, s'imposent - indépendance pure et simple ou assimilation totale à la République française - ne semblent pas donner satisfaction.

Comment penser une « culture politique » commune qui n'exclurait pas des « cultures ethniques » particulières ?

Y aurait-il alors une troisième solution : intégration plus civique à la République mais sans assimilation culturelle ? La chose paraît difficile car la tradition républicaine française n'accepte pas la logique des terroirs, fondée sur l'identité ethnique. La République, en France, n'a jamais été multiculturelle. Cependant, peut-on considérer certaines populations faisant partie intégrante de la République comme ayant le même statut que les Bretons, que les Basques ou que les Alsaciens ? La France ne gagnerait-elle pas à reconnaître qu'il existe en quelque sorte des « peuples » qui, par leur histoire complexe - l'esclavage et la colonisation en ce qui nous concerne -, sont vraiment des peuples, et que leur intégration à la République française mènerait d'abord à redéfinir ? Mais comment le faire sans remettre en cause l'unité de la nation ? Comment penser une culture politique commune à tous les citoyens français et qui n'exclurait pas, pour parler comme Habermas, des cultures ethniques particulières et diverses ?

Tant que ces questions ne seront pas résolues, le malaise antillo-guyanais ira en grandissant, quitte à voir des groupes de pression mafieux utiliser comme en Corse la revendication identitaire, non pas pour conduire nos pays vers l'indépendance, mais pour créer une situation explosive de non-droit, permettant l'éclosion d'affaires illégales.

Il appartient donc à l'Etat français d'encourager les populations d'outre-mer à faire eux-mêmes leur choix, à les responsabiliser, à choisir leur destin, après un débat public, franc et conséquent, aura été établi. N'en rester qu'à des mesures économiques, contingentes et provisoires, c'est refuser de s'ouvrir généralement à la dimension historique de nos problèmes, c'est surtout accepter que nous marchions sur les pas précipités d'une immense tragédie.

PAR JACKY DAHOMAY

XIV - « Nuit d'Émeute et de pillages en Guadeloupe »

Article paru dans l'Édition du 03.06.01

[[-](#)] [Lien vers cet article](#)

DEUX GENDARMES et cinq policiers ont été blessés, dans la nuit du vendredi 1er juin au samedi 2, à Pointe-à-Pitre, par des coups de feu provenant de groupes de jeunes. Les victimes les plus sérieusement atteintes, l'un à la cuisse et l'autre à la tête, sont les deux gendarmes, dont la voiture a été visée par trois tirs de gros calibre, qui ont dû être hospitalisés. Leur état n'inspire cependant pas d'inquiétude. Les cinq policiers ont été plus légèrement blessés par des tirs provenant d'un fusil de plus petit calibre, trois d'entre eux étant respectivement atteints au visage, au bras et à la jambe.

Selon la police, ces tirs sont le fait de plusieurs individus circulant, armés de fusils, parmi les bandes de jeunes qui, durant toute la soirée, ont parcouru les rues de la ville, incendiant les poubelles et défonçant les rideaux métalliques des magasins pour les piller. Selon le journaliste de l'AFP sur place, plusieurs bandes se sont ainsi attaquées à une supérette alimentaire, se dispersant dans les parkings et rues avoisinantes à l'arrivée des forces de l'ordre, pour revenir à la charge aussitôt dissipés les nuages de gaz lacrymogènes dont elles ont très largement fait usage. Au moins une trentaine de magasins ont eu leurs rideaux métalliques défoncés ou leurs vitres brisées.

Ces scènes de pillage ont été provoquées par la décision du tribunal correctionnel de Pointe-à-Pitre, vendredi, de placer en détention, jusqu'à une audience fixée au 28 juin, un dirigeant de l'Union générale des travailleurs de la Guadeloupe (UGTG), la centrale syndicale indépendantiste. Michel Madassamy devait être jugé en comparution immédiate, mais il avait demandé un délai pour préparer sa défense. Il figure parmi les membres d'un commando syndical qui avait saccagé, dimanche 27 mai, une épicerie et un fast-food, ouverts malgré le mot d'ordre de l'UGTG ordonnant la fermeture de tous les commerces le 27 mai, jour férié commémorant le cent cinquante-troisième anniversaire de l'abolition de l'esclavage en Guadeloupe.

« UNE DÉCISION POLITIQUE »

Le secrétaire général de l'UGTG, Gabry Clavier, a appelé, vendredi soir, tous ses syndiqués à cesser le travail dès samedi, et tant que Madassamy restera en prison ». Il a ajouté que l'emprisonnement de M. Madassamy « n'est pas une décision de justice, mais une décision politique (...) que nous allons combattre dans la rue ». A la question « faut-il s'attendre à des échauffourées cette nuit à Pointe-à-Pitre ? » le responsable syndical a répondu : « Je ne sais pas ce qui se passera, mais nous n'accepterons pas l'emprisonnement de M. Madassamy.

XV - « Guadeloupe : mot d'ordre de grève générale »

Article paru dans l'Édition du 08.06.01

[[-](#)] [Lien vers cet article](#)

LA SITUATION était très tendue en Guadeloupe, mercredi 6 juin, la pénurie de carburant due à la grève des chauffeurs de camions-citernes s'ajoutant au mot d'ordre de grève générale lancé par la centrale syndicale indépendantiste (UGTG) pour jeudi et vendredi. Après les incidents du week-end entre jeunes et forces de l'ordre, au cours desquels deux gendarmes et cinq policiers ont été blessés (Le Monde du 4 juin), la population s'interrogeait sur la forme qu'allait prendre cette grève, destinée à obtenir la libération d'un dirigeant de l'UGTG, Michel Madassamy, incarcéré vendredi.

En grève de la faim depuis ce jour, M. Madassamy est poursuivi pour avoir participé au saccage de deux magasins ayant ouvert le 27 mai, jour commémoratif de l'abolition de l'esclavage en Guadeloupe. Les deux escadrons de gendarmes mobiles stationnés en Guadeloupe ont été renforcés par l'arrivée de deux escadrons supplémentaires venus de Martinique et de Paris.

XVI - « La grève organisée par l'UGTG n'est pas parvenue à paralyser la Guadeloupe »

Article paru dans l'édition du 09.06.01

[[-\] Lien vers cet article](#)

La centrale syndicale indépendantiste UGTG (Union générale des travailleurs de Guadeloupe) n'est pas parvenue, jeudi 7 juin, au premier de ses deux jours annoncés de grève générale en vue d'obtenir la libération d'un de ses dirigeants emprisonnés à paralyser la Guadeloupe, son mot d'ordre n'ayant été que très diversement suivi.

La plupart des commerces et entreprises - du moins ceux qui n'ont pas été confrontés à une pression syndicale physique ou symbolique - ont ouvert normalement. L'île a toutefois fonctionné au ralenti, du fait de la pénurie de carburants liée à la grève qu'observent depuis dimanche les chauffeurs UGTG des camions-citernes de transport de produits pétroliers. Les non-grévistes qui assuraient encore leur service, en dépit des menaces personnelles dont ils étaient l'objet, y avaient renoncé mardi après que deux d'entre eux eurent, malgré l'escorte policière dont ils bénéficiaient, été blessés par des jets de pierres sur la cabine de leurs camions.

Le secrétaire général de l'UGTG, Gaby Clavier, s'est félicité, jeudi, que le mot d'ordre de sa centrale ait été « très largement suivi dans tous les secteurs » où elle est représentée, notamment parmi le personnel communal et celui des hôtels de tourisme, dont les accès avaient systématiquement été bloqués par des barricades symboliques organisées avec des matériaux de fortune. Il a également invité les Guadeloupéens à « économiser leur essence en faisant du covoiturage pour tenir le temps qu'il faut », affirmant que « tant que Michel Madassamy sera emprisonné, rien ne pourra fonctionner normalement en Guadeloupe ».

Les dirigeants de l'UGTG, qui se félicitent de compter 6 000 adhérents dans près de 500 entreprises, comptent faire pression pour parvenir à imposer leurs vues malgré l'hostilité non dissimulée d'une opinion insulaire qui n'a pas craint, cette fois, de s'exprimer : lors d'un « microtrottoir » diffusé par RFO Télé-Guadeloupe, mercredi, l'ensemble des personnes interrogées se sont déclarées opposées à la grève générale voulue par la centrale. Le fait que M. Madassamy soit détenu après le saccage de deux commerces appartenant à des Guadeloupéens bon teint n'est peut-être pas étranger à ce sentiment.

POUR UN 27 MAI FÉRIÉ

Un cortège de militants syndicaux avait parcouru les rues de Pointe-à-Pitre, saccageant une épicerie et un établissement de restauration rapide qui avaient ouvert le 27 mai, le jour férié commémoratif de l'abolition de l'esclavage en Guadeloupe, que la centrale indépendantiste a entrepris de sacraliser en cherchant à obtenir depuis deux ans, et par tous les moyens, la fermeture de tous les commerces et entreprises. Le président de la section locale du Medef, Claude Bonnet, a fini par proposer, jeudi, « pour éviter le renouvellement des troubles de cette année », que le 27 mai devienne « une journée fériée et chômée comme le 1er Mai ».

M. Madassamy, déjà sous le coup d'une condamnation avec sursis, avait été incarcéré vendredi 1er juin, sur décision du tribunal correctionnel de Pointe-à-Pitre, après qu'il eut demandé un délai pour préparer sa défense jusqu'à une audience renvoyée au 22 juin. Selon l'UGTG, il observe une grève de la faim depuis son placement en détention, dont l'appel doit être jugé mardi 12 juin.

EDDY NEDELJKOVIC

XVII - « La grève générale n'a pas réussi à paralyser la Guadeloupe »

Article paru dans l'édition du 10.06.01

[[-\] Lien vers cet article](#)

Le leader syndical incarcéré poursuit sa grève de la faim

La grève générale de deux jours lancée par la centrale syndicale indépendantiste UGTG (Union générale des travailleurs de Guadeloupe) n'a pas plus réussi, vendredi 8 juin, à paralyser l'activité économique de l'île, pourtant ralentie par la pénurie de carburants qui l'affecte depuis mardi. Les trois centres commerciaux et hypermarchés de la banlieue de Pointe-à-Pitre ont ouvert normalement, comme la plupart des commerces et entreprises de la ville et de la zone commerciale et industrielle de Jarry.

En dehors des bousculades souvent musclées qui ont pu opposer les automobilistes, mais surtout les piétons, munis de jerrycans ou de bidons de fortune, aux abords des très rares stations-service ouvertes, aucun incident particulier n'a été signalé. Seules huit des cent dix-sept stations-service de l'île ont pu être réapprovisionnées vendredi, sous escorte des forces de l'ordre, les autres demeurant en rupture de stock à la suite de la grève observée, depuis le 3 juin, par les chauffeurs UGTG de camions-citernes pétroliers, qui soutiennent le secrétaire général de leur syndicat de branche, Michel Madassamy, emprisonné depuis le 1er juin.

M. Madassamy, qui observe une grève de la faim depuis son incarcération, a perdu un kilo, mais son état de santé a été jugé, vendredi, « compatible avec la détention ordinaire », selon un bulletin de santé rendu public. Le préfet de la Guadeloupe, Jean-François Carencu, a affirmé, vendredi soir, sur RFO Télé-Guadeloupe, que « M. Madassamy va bien, il va même plutôt bien : les comptes-rendus médicaux seront diffusés et chacun en jugera : il va bien ». Selon ce bulletin, signé par le docteur Grillon, praticien hospitalier attaché au centre pénitentiaire de Baie-Mahault, le leader syndical refuse toute alimentation solide « depuis samedi 2 juin », et il pesait vendredi 63 kg, contre un poids initial de 64 kg. « Etat général conservé, souriant », a également noté le médecin. « POUR SAUVER MICHEL »

Une banderole placée à l'entrée de la rue de Pointe-à-Pitre où l'UGTG a son siège invite à la mobilisation des adhérents de la centrale « pour le 27 mai, pour sauver Michel ». M. Madassamy avait été placé en détention vendredi 1er juin par le tribunal correctionnel de Pointe-à-Pitre qui devait le juger en comparution immédiate. Le leader syndical avait alors demandé un délai pour préparer sa défense. Il est poursuivi pour avoir pris part au saccage de deux magasins qui avaient ouvert malgré le mot d'ordre de grève de l'UGTG, qui demandait la fermeture de tous les commerces le 27 mai, le jour férié commémorant depuis 1983 l'abolition de l'esclavage en Guadeloupe.

XVIII - « En Guadeloupe, le puissant syndicat UGTG privilégie souvent l'approche de force »

Article paru dans l'édition du 12.11.02

[[-\] Lien vers cet article](#)

Le départ annoncé d'Accor des Antilles illustre la crise de cette destination touristique.

L'Union générale des travailleurs guadeloupais (UGTG), la centrale syndicale indépendantiste de Guadeloupe, appelle à une grève générale de quatre jours, du 12 au 15 novembre. Un nouvel épisode des relations sociales tendues sur l'archipel. M. Pélissier, coprésident du conseil de surveillance d'Accor, dénonce dans sa lettre à la présidence de la République « les méthodes de l'UGTG » et les conflits qu'elle initie, en arrière-plan du climat social « détestable » ; avec lui, mais à mots couverts, l'ensemble du patronat de la Guadeloupe, qui craint d'être cité. L'UGTG, qui semble faire de ses revendications dans les entreprises où elle est implantée le motif d'une jacquerie généralisée, bloque systématiquement, souvent avec des militants venus d'autres secteurs et avant toute négociation, les accès des entreprises où elle a à revendiquer - comme actuellement chez Texaco (où elle exige que la gérance d'une station-service soit confiée à trois de ses militants) dont les camions-citernes ne peuvent circuler que sous escorte de gendarmes mobiles, sous peine d'être caillassés - ou en appelant ses 4 000 militants à des « grèves générales de soutien ».

Le « sentiment d'insécurité sociale » qui en résulte - et qui peut se traduire, comme en début d'année, par de nombreuses coupures de courant, ou comme actuellement par des files d'attente devant les stations-service à la moindre rumeur de tension entre l'UGTG et Texaco - contribuerait, aux yeux des professionnels du tourisme, à détourner de l'île une clientèle déçue par les Caraïbes. mauvaise productivité

L'incessant et discret lobbying auquel se livrent les responsables de l'industrie hôtelière en Guadeloupe ne doit pas pour autant occulter les difficultés réelles de l'hôtellerie de tourisme dans des îles où elle constitue la seule alternative, économique comme sociale, aux cultures de la canne à sucre et de la banane. Mais elle n'offre encore, quarante ans après ses vœux aux Antilles, aucun poste de cadre dirigeant ni aucune perspective de promotion réelle aux enfants des épouses d'ouvriers agricoles qui avaient constitué le premier volant de ses personnels autochtones. D'où des relations sociales internes complexes, et souvent tendues, qui ont conduit les hôteliers - à commencer par les groupes comme Accor - à lâcher du lest quand le secteur avait encore le vent en poupe.

Le patronat se plaint aujourd'hui d'occuper deux personnes pour un emploi, sur la base de 37 heures 30 hebdomadaires au lieu de 39 heures dans l'Hexagone (1 650 heures annuelles, contre 1 810 heures), de leur refus des coupures horaires (après le petit déjeuner, ou le déjeuner) : « Nous n'avons pas les bons critères de productivité », affirme Nicolas Vion, président du Syndicat des hôteliers guadeloupais. « Notre chiffre d'affaires devrait se composer en trois tiers consacrés à la masse salariale, aux charges fixes fiscales et de fonctionnement, et le troisième à l'amortissement, aux provisions et à la marge : ici, 50 % du chiffre d'affaires passent dans la masse salariale et le reste dans les charges fixes. »

Charly Lando, le représentant de l'UGTG dans l'hôtellerie, reproche au patronat hôtelier son peu d'investissement dans la formation, tout en soulignant que le salaire moyen y est de seulement 1 143 euros. « Nous n'avons pas eu de conflit depuis février 2000 », ajoute-t-il. Le mot d'ordre de grève, très largement suivi,

lancé alors par sa centrale s'était traduit par des piquets contrainant l'accès de la clientèle et du personnel aux hôtels, la fermeture de leurs bars et restaurants et un arrêt des services d'hébergement.

EDDY NEDELJKOVIC

XIX - « Les Antilles en danger »

Article paru dans l'édition du 13.11.02

[[-\] Lien vers cet article](#)

LA DÉCISION du groupe hôtelier Accor de quitter les Antilles françaises ouvre une crise existentielle pour la Guadeloupe et la Martinique. L'avenir des deux îles est sombre, puisque leurs trois principales activités sont très gravement menacées : le tourisme, qui ne sait pas relever le défi des autres îles caraïbes, le commerce de la banane, dont le prix de revient est trois fois supérieur au cours sur le marché de Rungis, et le bâtiment, en plein marasme parce que les collectivités endettées n'investissent plus. La grève générale de quatre jours déclenchée par l'Union générale des travailleurs guadeloupéens (UGTG), la centrale syndicale indépendantiste, vient dégrader encore le climat social. « La situation est catastrophique », a reconnu Lionel Bertrand, secrétaire d'Etat au tourisme, en expliquant que le gouvernement prépare un plan d'urgence en faveur des îles.

Le groupe Accor a mis les pieds dans le plat, expliquant ouvertement ce que beaucoup de professionnels sur place disent tout bas depuis des années. Dans une lettre adressée à l'Élysée et publiée par Le Parisien, le leader mondial du tourisme explique : « Nous sommes convaincus de l'impossibilité pour une entreprise privée d'hôtellerie et de tourisme de rentabiliser même très modestement un investissement [aux Antilles], quelles que soient les mesures d'aides possibles apportées par l'Etat. » Et de dénoncer le climat social « détestable » qui règne aux Antilles, où « les grèves répétées perturbent systématiquement l'organisation du travail » et où « l'attitude du personnel vis-à-vis de la clientèle est inamicale, voire agressive ». Accor ajoute que le coût du travail est « 4 ou 5 fois supérieur » à celui des autres îles caraïbes « en dépit des aides de l'Etat », que la productivité est « franchement mauvaise » et qu'enfin les aides sociales, en particulier le RMI, « n'incitent pas à travailler ». Le nombre de touristes a chuté de 20 % l'an dernier au profit de Cuba ou de la République dominicaine, où les prix sont moins bas et l'accueil meilleur.

Le diagnostic est accablant, dénonçant à la fois le comportement des Antillais eux-mêmes et la politique de soutien des gouvernements successifs qui, inquiets de la poussée indépendantiste qu'alimente la situation dégradée, ont additionné les subventions et les dégrèvements fiscaux.

Cette politique de repli peut-elle suffire une fois encore ? Le gouvernement semble le croire puisqu'il prépare de nouvelles fiscalisations au sein de la future loi sur l'outre-mer. Il veut alléger les charges sociales, offrir des aides à l'entretien des hôtels, relancer un plan de formation et subventionner les transports.

On peut pourtant douter du bien-fondé de la méthode, le soutien à bout de bras, lorsqu'elle en vient à décourager à ce point le travail et à envenimer le mal. La fiscalité ne parvient plus seule à enrayer une dégradation plus profonde. Il faut, comme l'a dit Lionel Bertrand, « faire évoluer les mentalités » pour établir « un consensus global » sur l'avenir des îles.

XX - « Le retrait d'Accor et une nouvelle grève secouent les Antilles. »

Article paru dans l'édition du 14.11.02

[[-](#)] [Lien vers cet article](#)

LE MOT d'ordre de « mobilisation générale » lancé mardi 12 novembre par l'Union générale des travailleurs guadeloupéens (UGTG) n'a que peu perturbé la vie économique de l'île. Cette manifestation, destinée à soutenir les pompistes locaux actuellement en conflit avec Texaco, intervient alors que le groupe hôtelier Accor vient d'annoncer une réduction progressive de ses activités aux Antilles justifiant sa décision, entre autres raisons, par l'existence d'un climat social détestable (Le Monde du 12 novembre).

Accor a-t-il ouvert la boîte de Pandore en faisant de telles déclarations ? Il semblerait que ce soit le cas. Au lendemain du week-end prolongé du 11 novembre, les déclarations des élus locaux ou de métropole ainsi que celle des représentants du gouvernement ne cessent d'alimenter le débat. Mardi, la ministre de l'outre-mer, Brigitte Girardin, a déclaré vouloir créer une structure de concertation patronat-syndicats en Guadeloupe à l'instar de ce qui se fait en Martinique. Interrogée sur l'annonce d'un retrait du groupe Accor, Mme Girardin a rappelé que la crise du tourisme existait « depuis déjà pas mal de temps aux Antilles avec des causes multiples dont le vieillissement des infrastructures touristiques ». La ministre de l'outre-mer a également rappelé « le problème du coût élevé du travail (...) de nos entreprises qui travaillent dans le secteur du tourisme. Nous devons les aider par des exonérations de charges sociales ». d'autres conditions

Contrairement à Accor, le numéro un européen des résidences de tourisme, Pierre & Vacances compte poursuivre son activité mais « souhaite un allègement des charges sociales ». Le Club Méditerranée compte lui aussi « pérenniser sa présence aux Antilles mais pas dans n'importe quelles conditions ». Le Club compte également sur une baisse des coûts salariaux ainsi qu'une desserte aérienne plus facile. Le groupe, qui a entamé des travaux de rénovation de son village-vacances du Boucanier en Martinique négocie avec ses partenaires locaux pour savoir s'il ira plus en avant dans les rénovations.

Daniel Arnoux, président de l'office du tourisme des Îles de la Guadeloupe est conscient de la cherté du coût du travail cinq fois supérieur à celui des Caraïbes, mais « nous sommes en France et eux dans des pays sous-développés ».

FRANCOIS BOSTNAVARON

XXI - « La Guadeloupe s'écroule d'un « ramdam » tristes parisiens »

Article paru dans l'édition du 14.11.02

[[-](#)] [Lien vers cet article](#)

A l'heure où Paris s'affole, la Guadeloupe se rebiffe... La manière dont les médias nationaux ont traité ces derniers jours ce qu'il est convenu d'appeler ici la « crise du tourisme » suscite des débats passionnés. Bien des observateurs locaux s'étonnent du soudain retentissement, en métropole, des questions antillaises. Sans pour autant nier la gravité des problèmes sociaux et économiques du département, ils voient dans l'agitation actuelle un « ramdam » tristes parisiens ; la preuve, selon eux, que certains journalistes métropolitains, en

manque d'actualité, ont une vision caricaturale et réductrice d'une île activement présente comme une « poudrière sociale », après la décision du groupe Accor, leader mondial du secteur hôtelier et propriétaire de deux hôtels en Guadeloupe, de se retirer progressivement des Antilles françaises, en invoquant notamment l'« attitude inamicale, voire agressive » du personnel à l'égard de la clientèle.

Cette petite phrase a nourri la polémique, froissé bien des susceptibilités, et attiré de nombreux envoyés spéciaux.... « L'emballage médiatique a été disproportionné, regrette le responsable local du Medef, Patrick Vial-Collet, qui travaille lui-même dans l'hôtellerie. Il est exact que nous traversons une crise, et les dirigeants d'Accor n'ont pas tort sur certains points, en particulier sur les questions fiscales. Mais les critiques à propos de la qualité de l'accueil me paraissent injustifiées ! Les gens qui viennent ici sont en général satisfaits. En dix ans, le nombre annuel de touristes en Guadeloupe est passé de 200 000 à 600 000. Il n'y a tout de même pas que des mécontents ! » De fait, même si les voyageurs redoutent des annulations, l'île n'est pas encore désertée par les touristes. Les avions en provenance de la métropole arrivent bien remplis, les clubs de vacances accueillent de nouveaux arrivants. Et s'il est vrai que le syndicat indépendantiste UGTG (Union générale des travailleurs guadeloupéens) profite des remous actuels et d'un conflit avec le groupe pétrolier Texaco pour appeler à une « mobilisation générale » les 14 et 15 novembre, la situation reste calme et la vie suit son cours sur une île plus habituée aux secousses sociales qu'aux coups de projecteurs médiatiques...

PHILIPPE BROUSSARD

XXII - « En Guadeloupe, l'appel à la « mobilisation générale » du syndicat UGTG ne suscite pas l'adhésion »

Article paru dans l'édition du 16.11.02

[[-\] Lien vers cet article](#)

Alors que des accrochages ont opposés les militants de la centrale indépendantiste aux gendarmes, jeudi 14 novembre, la population est avant tout soucieuse de l'image de l'île. Combien sont-ils ? Cent, cent cinquante, pas davantage. Beaucoup d'hommes, quelques femmes, tous membres de l'Union générale des travailleurs guadeloupéens (UGTG). Ce syndicat indépendantiste, réputé pour ses méthodes musclées et ses références marxistes-léninistes, tient meeting, ce jeudi soir 14 novembre, dans les faubourgs de Pointe-à-Pitre. La réunion a lieu en plein air, au cœur d'une zone industrielle. L'endroit est sinistre mais il a valeur de symbole : c'est le piquet de grève d'une action menée contre la compagnie pétrolière américaine Texaco.

L'UGTG exige la fermeture d'une station-service pour quatre de ses adhérents ; depuis deux mois, Texaco refuse. D'où ce meeting nocturne, à la lueur des verbes. D'où ces discours enflammés, en colère, sur l'objectif final : l'indépendance. « La liberté est un combat », lancera bientôt l'un des intervenants.

Quelques heures plus tard, le « combat » a pourtant failli tourner au drame. Peu avant midi, 100 à 200 militants de l'UGTG ont investi l'unique dépôt de carburants de l'île, à moins de 5 kilomètres du centre de Pointe-à-Pitre. Certains ont ouvert les vannes d'un camion citerne, déversant 7 000 à 8 000 litres d'essence sur le bitume.

Les forces de l'ordre sont intervenues sous les jets de pierres. Trois gendarmes ont été blessés. Au cours des accrochages, au moins un manifestant a été vu un briquet à la main. Deux personnes ont été interpellées, dont un cadre du syndicat, Gabriel Bourguignon. Interrogé par Le Monde, l'un des leaders de l'UGTG, Gaby

Clavier, sourit en évoquant cette opération : « Il ne s'agit pas d'une action de kamikazes. Nos camarades travaillent dans le secteur des carburants, ils connaissent les dangers encourus, il n'y avait pas de risque que cela explose. » Les autorités parlent au contraire d'un « extrême danger ».

A l'heure où les médias nationaux accordent une large place à la décision du groupe hôtelier Accor de se retirer des Antilles françaises en raison du mauvais climat social qui y règne (Le Monde du 12 novembre), l'UGTG cherche à monopoliser la scène. Mais l'effet est trompeur : cette opération, si spectaculaire soit-elle, restera l'unique fait marquant de la « mobilisation générale » déclenchée, à partir de jeudi, par le syndicat. Celui-ci a beau en appeler aux « masses », la population ne suit pas. « Ce mouvement est un échec, l'UGTG est en perte de vitesse », assure un haut fonctionnaire.

De fait, les grévistes sont rares, la vie économique n'est pas ralentie, les autres syndicats contestent le bien-fondé du mouvement. Seules certaines collectivités locales, où l'UGTG est bien implantée, sont touchées. C'est ainsi qu'une dizaine de mairies, sur les trente-quatre que compte l'île, sont fermées. Les autres signes de tension viennent des stations-services, dont l'approvisionnement est perturbé. Certaines sont fermées. D'autres peinent à satisfaire leurs clients, contraints de prendre leur tour dans de longues files d'attente résonance médiatique

L'heure n'est pas pour autant à la panique. « Regardez autour de vous, lancent les Pointois, et dites-nous si c'est la révolution ! » Les magasins n'ont pas baissé leurs rideaux de fer par peur de pillages. Sur la place des Victoires, face à la sous-préfecture, des ouvriers parent en toute tranquillité des stands pour l'arrivée des navigateurs de la Route du rhum. Quant à l'accès aux hôtels du bord de mer, il se fait normalement. Et les Guadeloupéens n'en finissent plus de s'étonner de l'inhabituelle résonance médiatique des conflits insulaires. Le quotidien France-Antilles relevait ainsi, dans son édition du 13 novembre, le « formidable décalage » existant « entre la réalité de la situation locale et sa perception en métropole ».

L'UGTG, qui revendique 6 000 membres, entend intensifier son action. « Nous n'en sommes qu'à la première phase, prévient M. Clavier. Il n'est pas question d'arrêter tant que nous n'aurons pas obtenu gain de cause, avec la grance de la station et la déintégration de trois de nos camarades licenciés par Texaco. Je précise toutefois que nous n'avons jamais eu la prétention de bloquer l'île. »

Les autorités s'attendent maintenant à ce que le syndicat réclame la libération des militants placés jeudi en garde à vue. Des manifestations sont donc prévisibles, avec les risques de dérapages que cela implique. Le contexte s'y prête : l'arrivée prochaine de la Route du rhum et la présence des médias nationaux sur l'île offrent à l'UGTG une opportunité unique de se faire connaître en métropole. Quitte à se couper davantage encore d'une population surtout soucieuse de restaurer l'image de la Guadeloupe.

PHILIPPE BROUSSARD

XXIII - « La crise de la Guadeloupe révèle le malaise de l'outre-mer. »

Article paru dans l'édition du 20.11.02

[[-\]](#) [Lien vers cet article](#)

Changement, emplois précaires, dépendance vis-à-vis de la métropole : les départements d'outre-mer

connaissent des difficultés économiques. Toutefois, les élus domiens s'étonnent de la soudaine inquiétude manifestée ces derniers jours en métropole

La décision du groupe hôtelier Accor et celle de la compagnie pétrolière Texaco de se désengager progressivement de la Guadeloupe ravive la crise économique des départements d'outre-mer. Les Guadeloupéens éprouvent un sentiment d'injustice et contestent l'image de « poudrière sociale » de leur département, les partenaires sociaux se veulent positifs. Reste la question du chômage des jeunes, particulièrement préoccupante, et, aussi, un malaise diffus dans une société marquée par son histoire. Les DOM n'en sont pas moins confrontés à des problèmes économiques et sociaux réels. La Région lutte pour le maintien de ses 6 800 emplois-jeunes. Aux Antilles, les producteurs de banane, touchés par une grave crise de trésorerie, vont recevoir des aides de l'Etat et de l'Union européenne. La dépendance vis-à-vis de l'extérieur est d'autant plus perceptible que les filières de production sont mal en point.

LES ÉLUS de Guadeloupe sont furieux. « Pour la première fois », assurent-ils, l'image de leur île n'est plus associée à la Route du rhum, la célèbre course à la voile en solitaire. Alors que la crise sociale aux Antilles suscite un intérêt inhabituel en métropole, cet « oubli » de la Guadeloupe, dans la promotion de la traversée de l'Atlantique, est ressenti comme une nouvelle vexation, qui vient s'ajouter à l'annonce d'un possible désengagement du groupe Accor aux Antilles (Le Monde du 16 novembre).

En prélude au 85e congrès de l'Association des maires de France (AMF), ouvert, mardi 19 novembre, à Paris, les élus de Guadeloupe ont convaincu l'ensemble de leurs collègues d'outre-mer de la nécessité de réagir. Le congrès des maires des communes de l'outre mer a ainsi donné son accord, dans une motion adoptée samedi 16 novembre, à « la campagne de stabilisation de l'industrie touristique aux Antilles orchestrée par le groupe Accor » et à « son chantage au départ ». Solidaires des professionnels du tourisme, les élus n'ont pas admis la mise en cause par la direction du groupe hôtelier des conditions d'accueil en Guadeloupe. « Il est vrai qu'il y a chez nous un climat social agité, beaucoup de chômage et de la délinquance, mais on a un peu diabolisé la situation », minimise Julien Chovino, maire communiste de Morne-à-l'Eau et président de l'association des maires de Guadeloupe.

L'ancien député (RPR) Philippe Chaulet, maire de Bouillante, est plus direct. « La vérité, c'est qu'après avoir bien sucé la poire, Accor menace de se retirer pour faire monter les enchères », dit-il. Evoquant la concurrence, sur le marché du tourisme, de Cuba ou de Saint-Domingue avec les Antilles françaises, M. Chaulet assure même que « certains investisseurs anticipent sur la mort de Fidel Castro ».

Si plusieurs conflits sociaux - marins pêcheurs, entrepreneurs de transports de matériaux de construction, artisans taxis - sont venus émailler l'actualité ces derniers mois en Martinique, le climat social y est bien moins tendu qu'en Guadeloupe, où le syndicat indépendantiste UGTG - en conflit aujourd'hui avec Texaco - a profité des nombreux emplois créés par les communes.

En Martinique, le nombre de jours de grève a diminué de 91 % en quatre ans. Mise en place voici trois ans par les employeurs, les centrales syndicales et l'Etat, avec l'aide logistique de l'Institut national du travail de Lyon, pour moderniser le dialogue social en Martinique, l'Association régionale pour l'amélioration des conditions de travail a contribué à cet apaisement. Les pouvoirs publics envisagent d'ailleurs de créer une structure du même type en Guadeloupe.

En Guyane, une grève paralyse actuellement la grande distribution : à l'appel de l'Union des travailleurs guyanais (UTG), elle aussi indépendantiste, le personnel de trois supermarchés s'est mis en grève le 12 novembre, suite au licenciement d'un employé pour vol de marchandise, ce que le syndicat dément. Trois jours plus tard, le mouvement s'est étendu aux autres enseignes du groupe Cora, qui détient le quasi-monopole de la grande

distribution en Guyane.

S'il est très variable d'un département à l'autre, le climat social dans les DOM est l'une des traductions de difficultés structurelles persistantes. Le quasi-monopole d'Air France dans la desserte aérienne a occupé, lundi 18 novembre, une grande partie de la réunion des maires de l'outre-mer. Unanimes, ceux-ci se plaignent des coûts élevés engendrés par l'insuffisance des liaisons aériennes.

La Guyane subit, en outre, un décalage entre sa forte croissance démographique et un retard en équipements, notamment de logements et d'écoles. « Nous courons après la démographie. Nous devons construire au moins un collège par an, mais nous ne recevons pas de l'Etat des dotations suffisantes pour y faire face », explique Alain Tien Liong, conseiller général (divers) chargé des affaires scolaires. Selon le rectorat, environ 1 000 enfants - beaucoup plus selon les syndicats d'enseignants - n'étaient pas scolarisés à la rentrée.

La dépendance vis-à-vis de l'extérieur est une autre source de difficultés, d'autant plus perceptible que les filières de production sont mal en point. En Martinique, le tourisme et la banane sont touchés, de même que le bâtiment : malgré les besoins en infrastructures et en équipements, les collectivités publiques n'investissent quasiment plus depuis deux ans. Résultat : les quelque 4 000 salariés officiels du secteur sont dans l'incertitude, avec des faillites en cascade.

Extrêmement dépendante du secteur spatial, qui représente un quart de l'emploi dans le département, 26 % du PIB et 65 % des importations, la Guyane voit ses productions locales accuser des baisses régulières : c'est le cas du bois guyanais, durement concurrencé sur le marché antillais par le bois brésilien, et de l'une de ses principales recettes à l'exportation, la pêche à la crevette, qui est tombée de 4 000 tonnes à un peu plus de 3 000 tonnes en moyenne annuelle.

En réponse aux inquiétudes exprimées par les élus sur la continuité territoriale, la ministre de l'outre-mer, Brigitte Girardin, est convenue qu'il y a « depuis le début de 2001, une dégradation de l'offre aérienne ». « Le passeport mobilité institué depuis l'été pour les jeunes constitue un premier pas vers la continuité territoriale », a-t-elle affirmé, en ajoutant que le gouvernement prendrait de nouvelles mesures en ce sens dans le projet de loi programme.

Ce texte, qui devrait être examiné par le Parlement début 2003, proposera notamment un nouveau système d'exonération des charges sociales liées à la création d'emplois, ainsi qu'une extension des mécanismes de défiscalisation. Mme Girardin a également rappelé qu'elle travaille, depuis septembre, avec le secrétaire d'Etat au tourisme, Lionel Bertrand - ancien député de la Guyane -, à un plan de relance du tourisme outre-mer.

JEAN-BAPTISTE DE MONTVALON ET JEAN-LOUIS SAUX (AVEC NOS CORRESPONDANTS)

XXIV - « Texaco suspend ses livraisons de carburants »

Article paru dans l'édition du 20.11.02

La crise de la Guadeloupe révèle le malaise de l'outre-mer.

La compagnie pétrolière américaine Texaco a annoncé, lundi 18 novembre, qu'elle avait décidé de ne pas reprendre la livraison de carburants à ses stations guadeloupéennes et qu'elle envisageait un retrait du département. Cette décision a été prise « dans l'intérêt [des] locataires-gérants et de leurs employés et dans celui du personnel de la compagnie, car la sécurité est essentielle », a déclaré Garry Desamours, son principal dirigeant local, sur Radio Caraïbes international. « Nos actionnaires en ont ras-le-bol et nous ne pouvons pas continuer à opérer dans cet environnement », a ajouté M. Desamours.

La Société antillaise des pétroles Texaco possède 14 stations-service en Guadeloupe. Lundi matin, de longues files d'attente ont continué à se former devant celles-ci, pour la plupart en rupture de stocks.

Le syndicat indépendantiste UGTG, qui « exige » que Texaco attribue à trois de ses adhérents la location-gérance d'une de ses stations-service, a bloqué son parc de camions-citernes, dont un seul est en service, sous escorte policière, depuis trois semaines.

(AFP.)

XXV - « Les Guadeloupéens contestent l'image de « poudrrière sociale » de leur île »

Article paru dans l'édition du 20.11.02

[[-\] Lien vers cet article](#)

Qu'arrive-t-il à la Guadeloupe ? Elle-même n'en sait trop rien, et se demande pourquoi la métropole s'interroge à ce point sur sa santé économique, mais aussi morale. Bien sûr, il y a eu le 9 novembre et l'annonce, par le groupe hôtelier Accor, de son retrait progressif des Antilles françaises en raison, notamment, de l'attitude « inamicale, voire agressive » d'une partie du personnel à l'égard de la clientèle. Mais cette accusation, si elle a piqué au vif les 422 000 Guadeloupéens, n'a fait que renforcer un sentiment d'injustice. Voilà en effet des années que l'archipel conteste l'image de « poudrrière sociale » minée par l'assistanat, un chômage endémique (24,2 % de la population active) et un nombre alarmant de RMistes (25 492). De fait, la situation est plus complexe, et les Antillais n'ont pas totalement tort de reprocher à la métropole - certains disent « la France » - d'avoir une vision déformée des réalités locales. A les entendre, la Guadeloupe - certains disent « ce pays » - n'est pas au bord de la révolution. Pas davantage, en tout cas, que lors des précédentes périodes de tension...

La mouvance indépendantiste reste ultraminoritaire (moins de 5 % de l'électorat) et bien moins active que dans les années 1980. Quant à l'agitation sociale, elle se limite pour l'essentiel à un conflit - certes très dur - entre le syndicat indépendantiste UGTG et la compagnie pétrolière Texaco. C'est précisément la radicalisation de l'UGTG qui suscite le plus d'inquiétudes (Le Monde du 12 novembre). Ainsi, mardi matin 19 novembre, alors qu'un militant de cette organisation devait comparaître devant le tribunal correctionnel de Pointe-à-Pitre, la police redoutait des incidents.

Peut-on pour autant parler de « poudrrière sociale » ? Une majorité de Guadeloupéens s'y refusent. Quant aux décideurs, ils invitent à la nuance. « Le pays n'est pas à feu et à sang, il y a juste un effet de loupe, car nous sommes dans un espace insulaire », assurement le préfet de région, Dominique Vian, avant d'annoncer des motifs de satisfaction : un relatif recul du chômage (- 3 % en trois ans) ; 4 000 créations d'entreprises en 2001 ; un doublement en dix ans du nombre de touristes (de 300 000 à 600 000).

Les partenaires sociaux s'activent aussi à être positifs, à l'image de Ferdinand Quillin, secrétaire général de Force ouvrière : « La Guadeloupe ne sombre pas dans le pessimisme. Les gens s'en sortent à peu près avec les allocations, le RMI et surtout le travail au noir. Maintenant, il faut se pencher sur l'avenir des jeunes. Est-ce normal que 20 % des diplômés se tournent les pouces ? » « les jeunes sont mal »

A l'évidence, il s'agit du dossier le plus délicat. La Cassubie, responsable de Contact rue, une association d'aide aux personnes en difficulté, avoue son impuissance : « Les jeunes sont mal. On ne sait plus quoi leur dire pour les aider. Quelquefois, j'ai le sentiment d'être sur un volcan. » La crise, même si elle n'a pas la gravité que lui prête la métropole, est indéniable. Trois causes principales sont invoquées pour l'expliquer. D'abord, la conjoncture : les Antilles ne sauraient échapper aux turbulences mondiales. Ensuite, la mentalité d'une partie du patronat, qui a tardé à accepter toutes les règles du jeu social et l'a payé, ces dernières années, de graves tris durs. Enfin, les blocages provoqués par l'UGTG, de moins en moins populaire et qui apparaît comme un frein au dialogue, donc au développement. Patrick Vial-Collet, chef de file des patrons locaux (Medef), l'estime en perte de vitesse : « Le point culminant du mal-être guadeloupéen a été atteint en juin 2001. Depuis, la population a pris conscience des dérives de l'UGTG. Il convient maintenant d'établir les règles du dialogue. L'UGTG sera la bienvenue, si elle le souhaite. »

Il reste à savoir si le malaise n'a pas des causes plus profondes. Ne faut-il pas y voir une crise identitaire ? Une déprime qui n'oserait dire son nom ? Ou la marque d'une fracture entre la Guadeloupe dynamique des entrepreneurs et celle des RMistes ? Comme toujours dans cette société complexe et multiraciale, de telles interrogations débouchent sur des débats plus vastes, sur l'histoire de la communauté noire, la place des jeunes, les insuffisances de la classe politique locale, ou encore les relations avec une métropole dont l'archipel paraît plus dépendant que jamais. « La Guadeloupe demeure un pays qui a un peu peur de lui-même », résume un haut fonctionnaire. « Nous sommes à un tournant de notre histoire », constate pour sa part Ary Ancelade, président de la puissante Fédération du bâtiment. Indépendantiste dans les années 1980, il assure que l'heure n'est plus à ce type de combat. « Le contexte n'est pas le même, la France a évolué dans le bon sens. De notre côté aussi, il faut changer les mentalités, arrêter de tuer l'économie comme le fait l'UGTG. Cette population est remplie des séquelles du passé colonial, de l'esclavage. Aujourd'hui, elle doit regarder vers l'avant. »

PHILIPPE BROUSSARD

XXVI - « Le groupe Accor moins ferme sur son retrait »

Article paru dans l'édition du 20.11.02

[[-\] Lien vers cet article](#)

Il se dit prêt à contribuer à la mise en valeur du patrimoine antillais

CCOR, qui avait annoncé une réduction progressive de ses activités aux Antilles, semble assouplir sa position. Il n'y a pas aujourd'hui de « plan arrêté ni de calendrier précis pour un désengagement aux Antilles », précise le groupe hôte. Il explique qu'il a réalisé de nombreux investissements financiers et humains, et que la lettre adressée au secrétariat général de l'Élysée n'avait qu'un objectif : « informer les pouvoirs publics en expliquant les raisons des difficultés de l'exploitation hôte touristique aux Antilles. » sept hôte sur les deux îles

Accor, qui exploite sept hôte sur les deux îles, se dit prêt à participer, avec tous les partenaires concernés, à

l'habitude de solutions permettant d'améliorer la mise en valeur du patrimoine touristique aux Antilles ». Il reprend ainsi l'idée, lancée par le secrétaire d'Etat au tourisme, Lionel Bertrand, de la signature d'une charte par l'ensemble des acteurs de la filière touristique - voyageurs, hôteliers, transporteurs, syndicalistes - afin de promouvoir cette destination. Pour l'heure, tous les établissements du groupe sont ouverts - et même pratiquement complets - en raison de l'arrivée prochaine de la Route du rhum.

En faisant ces déclarations apaisantes, les responsables du groupe Accor répondent aux inquiétudes exprimées par M. Bertrand et par la ministre de l'outre-mer, Brigitte Girardin, sur la pérennité de l'activité d'un groupe implanté depuis plus de trente ans en Guadeloupe et en Martinique. Ces menaces de retrait intervenaient au moment même où l'Union générale des travailleurs guadeloupéens (UGTG) lançait un appel à la mobilisation générale » pour soutenir des pompistes en conflit avec Texaco.

FRANCOIS BOSTNAVARON

FIN

Résultats de votre recherche

« Aucun élément publié du 21/11/2002 au 28/09/2008 » avec le(s) mot(s) ou expression(s) "UGTG" dans "tout l'élément" et classé par "date croissante". »